

Sur les flux migratoires : pourquoi émigre-t-on ?

Bernard Girard, bonjour. Vous avez choisi de nous parler, dans cette série d'émissions, de l'immigration telle que l'analysent les économistes...

Les discours sur l'immigration sont, en général, fortement teintés d'idéologie. Je voudrais, dans cette série, m'éloigner de cela, et faire le point sur ce que les économistes disent de cette question. Le point de vue des économistes est doublement intéressant :

- Il l'est, d'abord, parce qu'ils travaillent sur des chiffres et des données statistiques, ce qui évite les à peu près qu'on rencontre si souvent dans les discussions sur ce sujet ;
- Ensuite, ils s'intéressent à ce qui se passe un peu partout dans le monde, en France, mais aussi chez nos voisins, aux Etats-Unis, au Canada, ce qui ouvre la réflexion.

Puisque vous parlez de chiffres, quels sont-ils ? Y a-t-il plus d'immigrés aujourd'hui qu'hier ?

Les migrations ne sont pas un phénomène nouveau. De 1850 à 1913, 50 millions d'européens ont quitté l'Europe pour s'installer dans le Nouveau Monde. A la fin du 19^{ème} siècle un million d'Européens partaient chaque année pour l'Amérique. Ce phénomène a reculé au lendemain de la première guerre mondiale au point que dans les années 30, il y eut, certaines années, plus d'immigrés qui rentraient en Europe que d'Européens qui partaient pour les Etats-Unis. Les migrations ont repris au lendemain de la seconde guerre mondiale. Sur le long terme, on voit que les flux migratoires sont importants dans les périodes de forte croissance et faibles dans celles de crise ou de stagnation.

Et aujourd'hui, quels sont les chiffres ?

Les Nations Unies estimaient que 120 millions de personnes vivaient en 1990 dans un autre pays que celui de leur naissance. En 1970, ils n'étaient selon les mêmes estimations que 75 millions. Ce qui représente une augmentation de 60%.

Ce qui est considérable !

Oui et... non, tout simplement parce que la population mondiale a pendant la même période augmenté. En fait, au niveau mondial, le pourcentage d'immigrés n'a pas bougé, il est toujours d'un peu plus de 2%. Mais il a fortement augmenté dans les pays développés, industrialisés et riches. Le nombre d'immigrés, de personnes vivant dans un autre pays que celui dans lequel elles sont nées, est passé 4,9% de la population de l'Europe de l'Ouest, de l'Amérique du Nord et de l'Australie en 1970 à 7,6% au début des années 90. Des pays qui n'étaient pas terre d'immigration le sont devenus, comme l'Italie.

Les migrations actuelles sont-elles comparables à celles du siècle dernier ?

Par bien des côtés, oui. Jeff Williamson et Tim Hatton, deux économistes qui ont écrit un livre¹ qui analyse dans le détail ces différents épisodes migratoires et qui les compare ont mis en évidence des traits communs :

- Il y a, d'abord, la baisse des coûts des transports qui facilite les mouvements migratoires. C'était vrai au 19^{ème} siècle, ce l'est aujourd'hui : on émigre plus facilement, on peut faire venir sa famille, entretenir des relations avec ses proches restés au pays. L'émigration qui était hier une rupture définitive avec son milieu d'origine a cessé de l'être ;

¹ Tim Hatton, Jeff Williamson, The age of migration, Oxford University press, New-York, 1998

- il y a la mondialisation de l'économie aujourd'hui comme hier qui touche d'abord les échanges de biens et de capitaux, mais aussi, quoique beaucoup plus lentement, les marchés du travail même si c'est beaucoup plus lentement que le commerce ou les investissements. Ce qui fait dire à des spécialistes que le plus surprenant n'est pas qu'il y ait tant d'immigrés, mais qu'il n'y en ait pas plus.

Autre similitude, c'est la croissance qui favorise les mouvements de migration :

- croissance des pays d'accueil dont la richesse attire les candidats à l'émigration,
- mais aussi amélioration de la situation économique dans les pays de départ qui permet tout simplement de financer le voyage.

Il n'y a, en fait, que deux grandes différences entre la fin du 19^{ème} siècle et la période actuelle :

- d'abord, la résistance des pays d'accueil qui ont mis des barrières à l'entrée de nouveaux arrivants, ce qui explique que les mouvements de population ne soient pas plus importants ;
- et, d'autre part, le moindre besoin de main d'œuvre peu qualifiée dans les pays développés.

Et la France dans tout cela ?

La première chose qu'il faut dire est que la France est depuis la fin du 19^{ème} siècle un pays d'immigration au même titre que le Canada, les Etats-Unis ou l'Australie. Ce qui n'était pas le cas de la plupart de nos voisins. Il y a actuellement en France à peu près 4 300 000 immigrés, soit un peu plus de 7% de la population française. Beaucoup sont, d'ailleurs, français. 550 000 étrangers le sont devenus dans les années 90.

Mais les flux se sont ralentis ces dernières années avec toutes les politiques de lutte contre l'immigration...

Oui. Il y a aujourd'hui de 50 à 60 000 personnes qui s'installent chaque année en France, en 1970, nous avons accueilli 175 000 personnes soit trois fois plus.²

De fait, la part de la population immigrée dans la population totale a diminué en France alors qu'elle a augmenté chez tous nos voisins ces quinze dernières années, ce qui tient aux politiques de fermeture des frontières qui ont été mises en place mais aussi, probablement, à la démographie et à une natalité plus importante chez nous qu'ailleurs.

J'ajouterai que nous recevons beaucoup moins d'immigrés qui viennent pour travailler que nos voisins. En 1998, 21% seulement des immigrés entrés en France sont venus pour travailler, le reste se partageant entre familles (55%) et réfugiés. 50% des immigrés entrés en Italie, 45% de ceux entrés en Grande-Bretagne à la même époque venaient pour travailler³.

Vous ne parlez que des immigrants légaux ?

Il faut, bien sûr, ajouter l'immigration clandestine. On estime que de 400 à 500 000 immigrés entrent chaque année en Europe de manière clandestine et à peu près 300 000 aux Etats-Unis. Les clandestins représenteraient de 10 à 15% de la population immigrée officielle. Tous ces chiffres mettent en évidence l'importance du phénomène et l'on peut se demander, c'est même la première question à se poser, qu'est-ce qui incite des gens à émigrer, à partir de chez eux alors même que nous savons la vie d'immigré est tout sauf facile?

² Voir le Rapport d'activité 2001 de la direction de la population et des migrations, Ministère de la Santé

³ Chiffres tirés de documents de l'OCDE et d'Eurobaromètre.

La pauvreté, tout simplement...

C'est, effectivement, la première réponse qui vient à l'esprit. Mais ce n'est pas la seule, ni peut-être même la meilleure : ce n'est pas la pauvreté qui incite aujourd'hui des jeunes français à aller s'installer à Londres. Ce n'est pas elle qui incite des médecins africains à s'installer à Paris... Le phénomène est beaucoup plus complexe que cela.

Vous faites là allusion à des immigrants qualifiés. Sont-ils nombreux ? quelle est leur part dans les effectifs immigrants ?

23% des étrangers installés en France ont fait des études secondaires et 14% ont un diplôme d'enseignement supérieur, ce qui est peu et fait de nous la lanterne rouge en ce domaine. Les étrangers diplômés de l'enseignement supérieur sont 22% en Grande-Bretagne et 40% aux Etats-Unis. Ces chiffres suggèrent que ce n'est pas seulement la pauvreté qui pousse à l'émigration.

Mais alors, pourquoi émigre-t-on ?

Plusieurs économistes se sont penchés sur cette question qui est importante puisque y répondre, c'est se donner le moyen d'anticiper et de prévoir. Si on sait ce qui incite les gens à émigrer, on saura ce qui peut se produire demain ou après demain. Or, il semble que les motifs soient très variés. Et on retrouve cette variété dans les hypothèses avancées pour expliquer ces mouvements de population :

- la première de ces hypothèses insiste sur la dimension individualiste : le migrant serait celui qui pèse les avantages et les inconvénients, les coûts et les bénéfices et qui va là où les salaires sont le plus élevés. Il choisit le pays qui lui offre les meilleures conditions et, éventuellement, il se déplace lorsqu'il apparaît qu'il a fait le mauvais choix ;
- les auteurs de ce que l'on appelle les New Economics of Labour Migration, la nouvelle économie des migrations, ont une approche toute différente. Pour eux, la décision d'émigrer est une affaire de famille. Ce n'est pas l'individu qui fait le choix de partir, mais sa famille, sa communauté qui veut échapper à l'incertitude : une famille rurale dont les revenus peuvent chuter en cas d'intempéries ou de sécheresse va envoyer un de ses membres travailler à l'étranger pour diversifier ses sources de revenus, un peu comme une entreprise peut se lancer dans un nouveau marché pour échapper aux aléas de son marché principal. Dans ce schéma, l'émigration joue le rôle d'assurances contre les intempéries, elle se substitue aux aides publiques et à tout ce qui dans nos sociétés développées permet de faire face au risque économique ;
- pour d'autres auteurs encore, les phénomènes de migration sont liés à l'action des pays industrialisés qui ont besoin de main-d'oeuvre et qui vont la chercher là où elle est disponible. Il y a quelques années, Boeing qui manquait d'ingénieurs est venu en recruter à Toulouse. Ce qui est vrai de ces quelques métiers qui demandent de fortes compétences l'est aussi et surtout des métiers peu qualifiés. Ces analyses insistent beaucoup sur le développement d'un marché du travail dual dans les pays développés : il y a des métiers que les habitants des pays développés ne veulent plus exercer et qui sont cependant nécessaires. Et comme les viviers traditionnels, les femmes et les adolescents, se sont taris, il ne reste que l'immigration.

Toutes ces analyses mettent en avant la seule dimension économique, il n'y a pas que cela.

Le motif économique est, et toutes les études le montrent, le premier facteur d'émigration, mais ce n'est bien évidemment pas le seul. Du fait de la fermeture de nos frontières, les réfugiés et le regroupement familial pèsent de plus en plus lourd dans les statistiques. On ne reçoit plus de travailleurs étrangers qu'au compte-goutte, mais on continue d'accueillir leurs

familles et ceux qui fuient des catastrophes humanitaires, des régimes dictatoriaux... Le nombre de demandeurs d'asile a explosé dans les années 90. Il y en avait 150 000 en 1983 et près de 6 fois plus 10 ans plus tard. Ce qui modifie la composition des populations immigrées. Les Algériens qui ont émigré dans les années 90 pour fuir le terrorisme n'avaient guère à voir avec ceux venus dans les années 60. Souvent diplômés de l'enseignement supérieur, parlant correctement français, ils n'ont pas les mêmes problèmes.

Vous disiez à l'instant que certains de nos voisins, comme l'Italie ou la Grande-Bretagne, sont devenus des pays d'immigration, qu'est-ce qui explique que l'on se tourne plutôt vers certains pays que vers d'autres ?

La décision d'émigrer est toujours complexe. On peut la décomposer en trois moments : la décision de partir, le choix du moment du départ et, enfin, la destination.

La décision de partir semble, pour l'essentiel, liée au différentiel de salaire : on veut partir parce que les salaires sont plus élevés ailleurs et plus l'écart est important plus le désir de partir est fréquent. Hatton et Williamson ont calculé qu'une augmentation de 10% de cet écart se traduisait au 19^{ème} siècle par une augmentation de l'émigration de 1,3/1000. Le ratio serait aujourd'hui de 0,9/1000⁴. Ce sont des chiffres qu'il faut prendre avec précaution mais qui font penser que les inégalités croissantes entre pays riches et pays pauvres vont favoriser les flux migratoires

Le choix du moment de départ dépend de la conjoncture, de la situation du marché du travail dans le pays d'origine et dans le pays d'accueil. On évite de partir lorsque l'on sait que l'on a peu de chances de trouver un emploi.

Le choix de la destination, enfin, dépend des contacts, des réseaux, des informations dont on dispose, ce qui peut amener à choisir une destination qui n'offre pas les meilleurs salaires mais que l'on juge plus accueillante. C'est ainsi que les Italiens ont au 19^{ème} siècle émigré massivement en Amérique latine alors même que les salaires y étaient plus faibles qu'aux Etats-Unis. L'existence de réseaux explique que les irlandais ont émigré en masse aux Etats-Unis au début du 19^{ème} siècle alors que les italiens du sud, tout aussi pauvres, restaient sur place : il n'y avait personne pour les accueillir et leur mettre le pied à l'étrier. Hatton et Williamson ont calculé que 1000 immigrés installés dans un pays attireraient chaque année 20 nouveaux émigrants.

Tout se passe donc comme si, une fois prise la décision de s'exiler, les candidats à l'émigration attendaient le bon moment pour partir et choisissaient le pays le plus accueillant.

Vous disiez tout à l'heure que partent ceux qui peuvent financer le voyage.

Ce ne sont pas les plus démunis qui partent. On a tendance à associer émigration et pauvreté, mais il semble que plus que la pauvreté, ce sont les inégalités qui incitent à partir : les vocations augmentent lorsque les inégalités de salaires entre pays se creusent. Elles diminuent, à l'inverse, lorsque les inégalités reculent : les espagnols et les portugais n'émigrent plus en France depuis que leur pays est devenu plus riche. Les flux changent. Ce ne sont pas les mêmes qui émigraient hier et qui émigrent aujourd'hui. Si l'on voit actuellement tant de gens de l'Est dans les rues de Paris, c'est que les salaires versés dans leur pays d'origine sont très faibles, de l'ordre de 40% de ceux versés en Europe occidentale. Des économistes allemands ont calculé que 3 millions d'européens de l'Est vont pour ce motif s'installer en Europe de l'Ouest dans les quinze ans à venir.

⁴ Barry R. Chiswick et Timothy J. Hatton in International Migration and the Integration of Labor Markets, NBER, 2001

Si je vous suis, ils iront là où les salaires sont les plus intéressants et où ils auront le plus de chance de trouver du travail.

Et ils auront, ils ont l'embarras du choix. Ce qui pose un problème intéressant. Certains de ces émigrés potentiels sont qualifiés, ont fait des études d'ingénieurs, d'informaticien, ont, en un mot, des compétences que les pays développés recherchent. Où vont-ils s'installer ? vont-ils se comporter comme les immigrés sans qualifications ou vont-ils faire des choix différents ? Là-dessus, il y a tout un débat entre économistes qui n'est pas tranché. Certains, comme Georges Borjas, pensent que le niveau de qualification modifie les comportements :

- les moins qualifiés vont, dit-il, dans les pays qui offrent des salaires minimum élevés et des prestations sociales importantes, comme la France, l'Allemagne, la Suède, tous pays dans lesquels les taux d'imposition sont élevés et les inégalités faibles,
- les plus qualifiés se tournent vers les pays qui offrent les revenus les plus élevés aux travailleurs les plus qualifiés, les salaires les plus importants et les taux d'imposition les plus faibles, comme la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, soit de pays avec de fortes inégalités.

D'autres spécialistes tout aussi réputés, comme Barry Chiswick pensent que ce n'est pas le cas. L'enjeu politique est évidemment important. Si Borjas a raison, les gouvernements qui souhaitent attirer ces salariés bien formés doivent mettre en place des politiques adaptées, en matière fiscale notamment, pour attirer les plus qualifiés. C'est ce que la France, les Pays-Bas et quelques autres ont, d'ailleurs, fait, en introduisant des avantages fiscaux pour les immigrés de haut-vol, qu'on n'appelle d'ailleurs pas immigrés mais managers étrangers. Et ceci au risque de grignoter progressivement leur pacte social. L'enjeu n'est donc pas négligeable, mais comme je vous le disais à l'instant, le débat n'est pas tranché.

Ces immigrés d'un type un peu particulier m'amènent à une autre réflexion : leur installation n'est pas toujours définitive, ils rentrent chez eux au bout de quelques années.

Vous voulez parler des immigrés qui rentrent chez eux au bout de quelques années ? Ils sont nombreux ?

Mais oui. D'après les données de l'INSEE, entre 20 et 25% des immigrés arrivés en France dans les années 60 sont rentrés chez eux. Et la France est un pays dans lequel les gens restent. 50% des immigrés arrivés en Suède dans les années 70 en étaient repartis 20 ans plus tard. Ce sont des chiffres importants qui sont probablement appelés à progresser : lorsque les écarts des salaires entre la communauté européenne et les pays de l'Est auront diminué, ce qui devrait se produire assez vite, une bonne partie de ces 3 millions d'immigrés qu'on nous annonce retourneront travailler chez eux. Même chose pour ceux venus du Maghreb.

Vous pensez que c'est dans ce sens que vont se développer les migrations ?

Il est, naturellement, toujours difficile de faire des prévisions dans ce genre de domaine, mais nous sommes entrés dans un monde global où les migrations seront tout à la fois plus nombreuses et moins définitives qu'hier. L'abaissement du coût des transports, la globalisation favorisent le développement d'une immigration provisoire ou, ce qui est voisin, répétée⁵. Ce qui devrait nous amener à modifier profondément nos réglementations, mais nous aurons l'occasion d'y revenir dans une prochaine émission.

Merci. Je rappelle que l'on peut trouver le texte de ces entretiens sur internet, à l'adresse suivante : <http://www.Bernardgirard.com> dans la rubrique immigration.

⁵ La littérature sur ce thème est rare. Voir, Amelie Constant Klaus F. Zimmermann, Circular Movements and Time Away from the Host Country, IZA, Bonn, 2003